

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1657>

Résolution adoptée par la Conférence Caraïbienne de Vertébraires : Agissons ensemble pour une Haïti souveraine.

Minustah Dehors !

Date de parution : 29 novembre 1999

- International -

Date de mise en ligne : lundi 21 novembre 2011

Mis à jour le : lundi 21 novembre 2011

UGTG.org

CONFÉRENCE CARAÏBENNE :

**« AGISSONS ENSEMBLE POUR UNE HAÏTI SOUVERAINE À »
MINUSTHA DEHORS !**

Résolution adoptée par la conférence

Vertières (Cap-Haïtien), 18 novembre 2011

Nous, diverses organisations syndicales, politiques et mouvements populaires de la Caraïbe notamment de la Guadeloupe, du Trinidad and Tobago, de la Dominique, de la Martinique, des Etats Unis d'Amérique, de France et d'Haïti ainsi que des représentants de l'Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe (ATPC) et de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples, réunies au Cap-Haïtien les 16, 17 et 18 novembre 2011 suite à la mise en place en septembre 2009 à Port-au-Prince de la Commission Internationale d'enquête et du comité de suivi en vue de mieux comprendre et lutter contre l'occupation que subit Haïti depuis plus de 7 ans et rechercher ensemble les moyens de mettre fin à cette occupation de la MINUSTHA et d'adopter des solutions appropriées. Au cours de cette conférence, nous avons analysé et compris :

- # - Les conséquences de l'occupation militaire d'Haïti et la honte que représente la MINUSTHA « bras armé de la domination impérialiste » ;
- # - La nécessité de mener une lutte constante contre la présence des forces d'occupation pour le départ immédiat de la MINUSTHA et le rétablissement de la pleine souveraineté du peuple haïtien. Laquelle lutte doit être nationale mais, aussi Caraïbienne et internationale ;
- # - La nécessité de prendre appui sur le comité de suivi de la commission internationale d'enquête pour aboutir à la constitution d'une structure nationale cohérente capable de mener cette lutte jusqu'au bout ;

Nous avons entendu les témoignages des camarades syndicalistes, politiques et associatifs présents lors de cette conférence. Lesquels témoignages nous ont permis de mieux comprendre la véritable politique de privatisation et de développement de zones franches au profit des multinationales imposant aux travailleurs un régime de sur exploitation sans droit de s'organiser et sans garanti social hors des normes légales haïtiennes et des conventions de l'Organisation Internationale du travail (OIT). Nous avons également constaté la destruction de la production agricole nationale au profit des multinationales (par exemple, la production de riz). De plus de 60%, la couverture des besoins de consommation alimentaire de la population haïtienne par la production agricole nationale est passée à moins de 25 % en moins de 20 ans. Les témoignages nous ont permis de constater encore l'exploitation des ressources minières un peu partout à travers le pays par des compagnies étrangères. Ce qui constitue une atteinte grave à la souveraineté de la première République noire indépendante.

En ce moment historique de la vie du peuple haïtien, à l'occasion de la célébration de la date commémorative de la bataille de Vertières, nous constatons que :

[-] Les forces d'occupation des Nations Unies sont illégales et illégitimes ;

[-] De nombreux actes criminels sont perpétrés par les agents de la MINUSTHA (pendaison du jeune Jean Gerald Gilles dans une base de la MINUSTHA au Cap -Haïtien, violence sexuelle exercée sur Johny Jean à Port Salut récemment. Sans compter les nombreux cas de viols exercés contre des filles, des femmes et de jeunes haïtiens) ;

[-] Le Peuple haïtien est victime de stigmatisation à cause de la propagation de l'épidémie du choléra dont sont seuls responsables les militaires des Nations Unies. Epidémie qui a coûté la vie à plus de 7000.00 haïtiennes/haïtiens et infecté plus de 500,000.00 personnes ;

[-] La solidarité des peuples contre l'occupation d'Haïti est un outil indispensable capable de faire avancer la lutte jusqu'à la libération totale et finale qui passe en premier lieu par le départ immédiat de la MINUSTHA ;

[-] Le gouvernement haïtien actuel ne manifeste aucun désir de solliciter le départ de la MINUSTHA pas plus qu'il ne manifeste aucune volonté de faire respecter la loi haïtienne dans les zones franches refusant par exemple obliger les patrons de la zone franche CODEVI à intégrer les syndicalistes licenciés pour activités syndicales ;

[-] La CIRH, co-présidée par Bill Clinton (président du Conseil Consultatif fraîchement créé par le président fantoche Joseph Michel Martelly), est un outil de l'impérialisme international pour rendre pérenne l'occupation d'Haïti et le déni de démocratie et de souveraineté du peuple haïtien

[-] Plus de 600.000 personnes (enfants, femmes, jeunes, moins jeunes) croupissent encore sous les tentes dans des conditions de vie déshumanisante après deux ans après le séisme et sont victimes de menaces et d'expulsions illégales et arbitraires

Fort de ces constats, dans l'esprit des héros de Vertières, nous adoptons les solutions que voici :

- Faire du 1er Juin 2012, huitième anniversaire de l'occupation d'Haïti par la MINUSTHA, un véritable jour continental et international de mobilisation en direction des gouvernements (en premier lieu ceux impliqués directement dans l'occupation) pour exiger le départ immédiat de la MINUSTHA. Ainsi, nous faisons notre engagement des participantes/participants à la conférence continentale de Sao Paulo ;

- Justice et réparation pour toutes les victimes du choléra en particulier et de tous autres actes criminels de la MINUSTHA en général ;

- Développer en Haïti et dans tous les Pays impliqués dans l'occupation d'Haïti et plus largement partout où c'est possible des comités larges et unitaires de réparation de cette journée ;

- Renforcer les débats, les échanges entre les organisations réunies lors de cette conférence ;

- Aider à renforcer le réseau national d'organisations syndicales et de mouvements populaires, associations de femmes constitué dans le cadre du comité de suivi ;

- Contribuer au renforcement de l'Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe (ATPC) autour de la publication régulière de son Bulletin « Tribune Libre de la Caraïbe » comme instrument de discussion et d'information sur les initiatives en cours dans les différents pays et la constitution d'une véritable coordination de l'ATPC assurée à cette étape conjointement par l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), le Mouvement Nonm et Travayé et Peyizan, appuyer sur des correspondants dans chaque pays de la Caraïbe ;

- Nous faisons appel au mouvement ouvrier démocratique international pour exiger la démission de deux responsables du Syndicat Ouvriers et Employés de la Zone Franche de Ouanaminthe SOFEZO-CODEVI et les six (6) militants du Sendika Ouvriye Tekstil ak Abiman (SOTA), licenciés abusivement pour leurs activités syndicales dans des Usines de sous-traitances de la zone métropolitaine ;

- De même, nous appelons le mouvement ouvrier démocratique international à exiger du gouvernement français l'arrêt de la répression syndicale en Guadeloupe singulièrement contre les militantes/militants de l'UGTG ;

- Nous condamnons toutes formes de répression dirigées contre des militantes /militants syndicalistes

haïtiennes/haïtiens ;

- Nous exigeons que toute la lumière soit faite sur la disparition de l'étudiant à la Faculté des Sciences Humaines Onald Auguste ;

- Informés de la tenue à Alger d'une conférence d'urgence contre l'ingérence dans les affaires internes des pays pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations, nous décidons de soutenir cette conférence dont les objectifs rejoignent les nôtres ;

- Nous exigeons également la restitution de la dette de l'indépendance imposée par la France à la jeune République Haïti.

Vivre libre ou mourir ! Nou pa dwe nou pap peye !

Pour authentification :

Robert Fabert - Associations Des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe (ATPC)

Guy Numa - Comité de suivi / Haïti

Organisations signataires :

Haiti : MODEP, CATH, Antân Ouvriye, CHANDEL, Batay Ouvriye, Tâ't Kole Ti Peyizan Ayisyen, Tâ't Kole Oganizasyon Popilâ yo, Kolektif Mobilizasyon Pou Dedomaje Viktim Kolera yo, UNNOH, FRAKKA, KPN, FGPB, CMD-OD, MODOD, KRPN, APDNE, MPB, RPRC, Kiwo/Nâ'dâ's, FPDN, KRNPSE, ODCM, OPGB, KPNA, SOEN, MODECADEC, KTTMA, OPAM, Sek Gramsci, AVS, RPS, MOJAS, OFALA, OPK, JPO, OPJL, SPPP, SOML, AKP, Défenseurs des Opprimés/Opprimés (DOP), FESEV, OPDHG, OJEPODEBL, APABET, MOPP, ASPPP, MRCP, ACREPH, OLAJEKA, SOFEZO-CODEVI, PTA, SPSR, FEMODEK, OD4SS, SPPTCN, MORECA, KPSKBM, JGA, OFDF, ODTR, MJDD.

Guadeloupe : ATPC, Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), Mouvman Nonm, Travayâ e Peyizan,

Trinidad and Tobago : OWTU (Official Trade Workers Union),

Martinique : Alliance Ouvriere et Paysanne (AOP),

Dominique : National Workers UNID,

USA : Guadeloupe à Haiti Tour USA Committee,

France : Parti Ouvrier Independent

Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples (EIT)